



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

politique des transports

Question au Gouvernement n° 616

Texte de la question

GRAND PARIS

M. le président. La parole est à M. Alexis Bachelay, pour le groupe socialiste, républicain et citoyen.

M. Alexis Bachelay. Monsieur le Premier ministre, nous avons besoin de grands projets capables de rassembler la population sur le chemin du redressement et de la croissance. Améliorer les transports en commun en Île-de-France, utilisés quotidiennement par 8,5 millions de passagers, est l'un de ces projets majeurs.

Vous avez présenté la semaine dernière votre vision d'un nouveau Grand Paris pour améliorer les transports du quotidien. C'est une feuille de route ambitieuse, claire, cohérente et surtout financée.

Votre gouvernement, et en particulier Mme la ministre Duflot, a permis, par un travail d'analyse, de proposition et une large concertation de tous les acteurs concernés, que l'accord du 26 janvier 2011 entre l'État et la région soit complété et enrichi.

M. Éric Straumann. Merci Sarkozy !

M. Alexis Bachelay. Préserver le consensus autour de ce projet n'était pas simple, et je ne peux aujourd'hui que saluer l'esprit de responsabilité et le sens de l'intérêt général des élus locaux et des parlementaires, tant au sein de la majorité que de l'opposition. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe UMP.*)

Face à l'urgence de la situation, les intérêts politiques ne devaient pas entraver ce rendez-vous avec l'histoire. Votre gouvernement a fait le choix de l'investissement et des réalisations.

Monsieur le Premier ministre, vous le savez, en matière de transport, les attentes sont fortes dans la région capitale. En raison du manque d'investissement et de la situation des réseaux, prendre les transports en commun est devenu une source de stress pour beaucoup d'usagers. Être à l'heure à son travail, chercher son enfant à l'école, rechercher un emploi : autant de raisons pour lesquelles il faut investir dans les transports du quotidien.

Demain, ce sont ainsi des territoires enclavés et paupérisés auxquels ce projet apportera des perspectives nouvelles. Demain, ce sont des territoires à fort potentiel économique qui, mieux reliés aux transports, pourront se développer. Demain, ce sont aussi des milliers d'emplois qui seront ainsi créés et participeront au développement économique de notre pays.

Avec la réalisation de nouvelles lignes de métro de banlieue à banlieue autour de Paris, avec la modernisation du RER et des " transiliens ", avec la prolongation de lignes de métro et de tramway existantes, c'est une nouvelle ambition pour les transports dans la région Île-de-France.

Aussi, monsieur le Premier ministre, pouvez-vous préciser à la représentation nationale, le calendrier du nouveau Grand Paris ? (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe SRC.*)

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Jean-Marc Ayrault, *Premier ministre*. Monsieur le député, vous avez résumé l'essentiel en quelques mots. En effet, notre pays doit faire face à la nécessaire maîtrise de ses comptes publics,...

M. Jean-François Lamour. Vous allez dépenser 20 milliards !

M. Jean-Marc Ayrault, *Premier ministre*. ...mais cela ne signifie pas pour autant qu'il faille renoncer à investir pour préparer l'avenir. Il y a trois semaines, nous avons annoncé un plan ambitieux de 20 milliards d'euros pour équiper notre pays de réseaux à très haut débit, y compris les territoires les plus éloignés des grandes métropoles.

Mme Bérengère Poletti. Menteur !

M. Jean-Marc Ayrault, *Premier ministre*. Dans le même esprit, j'ai annoncé la semaine dernière un vaste plan de mobilisation pour l'investissement dans les transports publics en Île-de-France, pour le nouveau Grand Paris du XXI^e siècle.

Mesdames et messieurs les députés, cet effort d'environ 30 milliards d'euros est un vrai changement par rapport à tout ce qui avait été annoncé.

M. Jean-François Lamour. Personne ne vous croit !

M. Jean-Marc Ayrault, *Premier ministre*. Aujourd'hui, le Grand Paris Express comme les transports au quotidien ne sont plus seulement l'objet d'un débat, d'une attente, d'une espérance, mais sont l'objet d'une décision, d'un financement garanti et d'un chantier désormais engagé. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

M. Marc-Philippe Daubresse. Ce n'est pas vrai !

M. Jean-Marc Ayrault, *Premier ministre*. Lorsque j'ai été nommé Premier ministre, j'ai pris à bras-le-corps le grand chantier de la métropole de l'Île-de-France. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

M. Philippe Meunier. Que c'est beau !

M. Jean-Marc Ayrault, *Premier ministre*. J'ai pris un engagement, celui d'une ambition pour la France : une métropole parisienne forte et solidaire, qui ne s'occupe pas seulement d'une partie du territoire, mais qui soit aussi attentive aux territoires les plus pauvres, aux populations qui galèrent chaque jour dans le RER et qui ont l'angoisse de ne pas arriver à l'heure au travail.

J'ai pris l'ensemble du projet à bras-le-corps, et je voudrais remercier les élus, de la majorité comme de l'opposition, de la ville de Paris, de la région, des départements, des communes, d'avoir accepté de se mobiliser pour faire de Paris Métropole la grande métropole mondiale dont la France a besoin. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

J'ai annoncé le doublement du financement du transport au quotidien d'ici 2017. Le projet est que 90 % des Franciliens vivent à moins de deux kilomètres d'une gare. Car une gare, c'est un pôle d'échanges, un pôle de projets pour construire du logement, installer des activités, des pôles universitaires. La métropole francilienne aura demain, de par la loi de décentralisation, les moyens de son ambition en matière de logement, de solidarité, les moyens de son développement pour la croissance, pour l'emploi et l'innovation.

Mais, encore une fois, je veux le dire à tous les Français : il ne s'agit pas d'opposer Paris à la province. La loi de décentralisation prévoit des régions fortes, des métropoles fortes, des départements solidaires et une métropole parisienne forte. C'est une France forte à condition qu'elle soit solidaire, et c'est ce que nous avons décidé d'engager. (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC, écologiste et RRDP.*)

Données clés

Auteur : [M. Alexis Bachelay](#)

Circonscription : Hauts-de-Seine (1^{re} circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 616

Rubrique : Transports

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [13 mars 2013](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [13 mars 2013](#)